

## **Non aux contre-Réformes ! Stop au démantèlement des 3 versants de la Fonction publique !**

### **Fonction Publique de l'Etat**

Les réformes se suivent et se ressemblent, après la MAP, puis la RGPP, la nouvelle réforme de l'Etat engagée par le Gouvernement Macron-Philippe sonne le glas du service public pour tous.

La République une et indivisible garante du service public est taillée en pièces par le gouvernement qui prétend que l'égalité républicaine ne doit plus se regarder au plan national mais au niveau régional.

De fait, le gouvernement considère qu'il peut y avoir un service public différent suivant les régions, et qui, de surcroît sera proportionnel à la richesse de la région, favorisant les déserts ruraux et les départements défavorisés.

FORCE OUVRIERE s'oppose à un service public différencié, il exige le maintien d'un service public de qualité avec la présence de fonctionnaires et d'agents publics au plus près de nos concitoyens pour les renseigner et les aider dans leurs démarches administratives, et dénoncent la dématérialisation à outrance imposée par ce gouvernement.

### **Fonction Publique Hospitalière**

Les orientations annoncées dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 confirment les contraintes budgétaires qui vont être imposées à l'assurance maladie et aux hôpitaux, remettant un peu plus en cause l'égalité d'accès aux soins sur le territoire.

Les établissements de santé sont désorganisés par la poursuite de la loi Touraine avec le regroupement d'un millier d'hôpitaux au sein de 136 GHT qui, couplés au plan triennal d'économies, sont synonymes de fermetures de lits, de services et de réduction massive d'effectif. Il est temps d'inverser cette logique destructrice.

De leur côté, les Etablissements d'Hébergement de Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) subissent de plein fouet la nouvelle « réforme de la tarification » et la convergence imposée aux tarifs « soins » et « dépendance » qui aboutit à la suppression de 2 à 3000 postes. FO demande le retrait de cette réforme et la mise en place en urgence du ratio de personnels prévu par le plan solidarité grand âge 2007/2012.

### **Fonction Publique Territoriale**

Après la loi sur la réforme des collectivités territoriales, les lois MAPTAM, Fusion des Régions et NOTRe ont complètement bouleversé le paysage territorial. Force Ouvrière dénonce le contenu de ces lois qui remet en cause l'égalité républicaine, le statut et les garanties collectives et individuelles des agents, et en demande le retrait. Au 1er janvier 2017 les intercommunalités ont fusionné, se sont agrandies avec comme conséquence pour les agents des mobilités forcées, une incertitude sur l'avenir, un impact sur les conditions de travail, une baisse des régimes indemnitaires et une suppression de l'action sociale... Certains agents ne savent même plus pour qui ils travaillent !

Comment assurer un service public de qualité ?

Le gouvernement, sur le modèle de la métropole de Lyon, envisage la suppression des départements où sont implantés des métropoles de taille importante. Compte tenu des conséquences négatives connues pour les personnels du département du Rhône, cette annonce ne peut que susciter une opposition de notre organisation et une forte inquiétude des agents.

A toutes ces mesures, les collectivités territoriales subissent une nouvelle baisse des dotations de 300 millions d'euros qui va encore aggraver une situation déjà insoutenable.

Le gouvernement se désintéresse totalement de l'organisation territoriale de la République et remet en cause l'égalité d'accès des citoyens aux services publics.

**FO Fonction publique** rappelle son rejet d'une vision de l'avenir de la Fonction publique et de ses services se réduisant au dogme permanent de la réduction de la dépense publique. A cela elle oppose ses revendications :

- Défense du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers
- Arrêt des suppressions de postes et titularisation des contrats aidés
- Arrêt des réformes de l'Etat, territoriale et hospitalière
- Maintien de la fonction publique avec ses trois versants (Etat Territorial et Hospitalier)

**Pour défendre la Fonction publique, nos statuts,  
notre pouvoir d'achat et nos retraites :**

Fonctionnaires et agents publics de l'Etat, de la Territoriale et de l'Hospitalière

**Tous en grève le 10 octobre 2017**

**Participez massivement aux manifestations**

**A DIJON,  
Rassemblement et manifestation  
Mardi 10 Octobre 14H30  
Place de la Libération Dijon**



## Fonction publique : mobilisés le mardi 10 octobre

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agents de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Et contrairement à l'engagement fait aux agents publics par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant", la hausse de la Csg se traduira au mieux par une simple compensation dans la Fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agents!

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agents publics et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

C'est totalement injuste pour les agents, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics. Services publics au sujet desquels nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées. Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des agents publics.

**C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les agents à la grève, aux manifestations ou rassemblements (selon des modalités définies par les différents secteurs) pour se mobiliser le mardi 10 octobre prochain, date choisie par le ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.**

Elles exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agents par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agents d'exercer leurs missions de services publics.

***Rassemblement et manifestation  
Mardi 10 Octobre 14H30  
Place de la Libération Dijon***